

Plan Climat de Paris 2024-2030.

P.L.U. - Révision. - Approbation du projet de Plan local d'urbanisme bioclimatique de la Ville de Paris

Paris, le 20 novembre 2024

Par Mme Anne HIDALGO - Maire de Paris

Seul le prononcé fait foi

Mesdames et Messieurs,

Je vais introduire, dans un même propos, ces deux très importants plans stratégiques que nous avons à étudier ce matin. Je veux remercier les adjoints ici présents, qui ont travaillé d'arrache-pied - cher Dan LERT, chère Lamia EL AARAJE -, et tous ceux qui se sont impliqués, notamment l'Administration, cher Stéphane LECLERC. Ce Plan local d'urbanisme bioclimatique lui doit beaucoup. À vous aussi, Marie VILLETTE et Emmanuel GRÉGOIRE. Que vous soyez son principal soutien me rassure.

Paris pourrait atteindre 50°C d'ici à 2050, et 2024 est en passe de devenir l'année la plus chaude jamais enregistrée dans le monde. Nous venons de franchir le seuil fatidique de 1,5 °C de réchauffement, comme l'a annoncé l'Observatoire météorologique international, ce qui est une très mauvaise nouvelle. Face à cette urgence climatique, nous devons résister, car les vents contraires sont forts.

Nous boycottons la COP 29 à Bakou. En effet, elle se tient dans un État qui ne respecte pas les droits humains, a envahi le Haut-Karabagh, et est à l'origine d'une épuration ethnique de plus de 120.000 personnes. C'est une dictature qui poursuit ses opposants, les enferme et va même jusqu'à monter des commandos pour assassiner ses ressortissants réfugiés dans d'autres pays comme la France. Pour toutes ces raisons, nous n'y sommes pas.

Néanmoins, nous préparons avec détermination la COP de Belém au Brésil, en 2025, qui marquera les 10 ans de la COP de Paris. Je me suis d'ailleurs rendue au Brésil avant ce Conseil de Paris pour travailler avec les différents réseaux de maires et sur toutes les initiatives, notamment conduites par l'O.N.U. et par le Président LULA, afin de préparer cette COP de 2025, laquelle sera déterminante.

Au niveau national, nous constatons que l'État se désengage progressivement des enjeux environnementaux, avec notamment un P.L.F. 2025, dont le projet - puisqu'il est loin d'être voté aujourd'hui - freine brutalement la transition écologique dans les territoires. À Paris, nous poursuivons néanmoins notre trajectoire. D'ailleurs, selon une étude de l'O.F.C.E. que j'ai commandée et avec qui nous travaillons, près de 2 milliards d'euros devront être investis à Paris d'ici à 2050 pour atteindre nos objectifs climatiques. Il s'agit de l'investissement global du territoire, dans lequel se situe l'investissement de la Ville de Paris, mais c'est un montant extrêmement important. Je vous le dis, Paris continuera à prendre sa part dans la lutte contre le réchauffement climatique. Nous sommes au rendez-vous de l'histoire.

Le document d'orientations budgétaires débattu hier et les investissements massifs présentés y contribuent pleinement : 1,7 milliard d'euros d'investissements, qui sont, pour la grande majorité, dédiés à la question de la transition climatique et au logement social, un enjeu directement lié à cette transition.

Le Plan Climat et le Plan local d'urbanisme bioclimatique seront des piliers de notre action, deux leviers très puissants pour faire de Paris une ville toujours plus résiliente, solidaire, durable et engagée dans ces défis majeurs. Si nous voulons garantir la vie humaine dans notre ville dans des conditions acceptables, ces actions sont indispensables. Vous le savez, ces plans, alors à l'état de projet, ont déjà été adoptés il y a un an. Dans la procédure, nous avons déjà eu cette discussion à l'époque. Il y a eu ensuite l'enquête publique, notamment sur le P.L.U. Notre objectif, aujourd'hui, est d'entériner ce travail.

Depuis 10 ans, nous travaillons pour faire de Paris une ville plus verte, plus inclusive et plus résistante aux crises - et des crises, nous en avons eu. Une ville qui conjugue le respect de l'environnement avec le bien-être de ses habitants. Cet engagement s'est d'ores et déjà concrétisé par des actions très visibles.

Alors que le trafic routier a baissé de près de 40 % et que les émissions de gaz à effet de serre ont diminué de 36 %, nous avons également atteint 1.400 kilomètres de pistes cyclables contre, je le rappelle, 300 kilomètres en 2004. Cette transformation de Paris a été particulièrement visible, commentée et célébrée lors des Jeux olympiques et paralympiques, par les millions de personnes qui ont découvert ces évolutions. Ils parlent aujourd'hui de Paris comme d'un modèle de ville à suivre pour son engagement sur le climat et sur les questions sociales.

En effet, les questions sociales font partie de l'enjeu climatique. Notre action nous a permis d'atteindre l'objectif de 25 % de logements sociaux, alors même qu'en 2001, Paris n'en comptait que 13 %. Je me souviens, comme quelques-uns ici, combien cet engagement a été décrié. On nous disait, en 2014, quand j'ai pris l'engagement de passer à 25 % de logements sociaux, que cela allait être impossible et qu'il fallait abandonner cet objectif. Fort heureusement, nous ne l'avons pas fait. Je tiens à remercier Ian BROSSAT, mon adjoint qui a porté ces politiques à mes côtés, et aujourd'hui Jacques BAUDRIER, qui les conduit avec autant d'énergie.

D'après les photos du Paris d'il y a 20 ans, nous avons beaucoup progressé. J'en veux pour preuve toutes ces images des "avant-après" qui circulent sur les réseaux sociaux. Nous pourrions dire : "Il n'y a pas photo". Néanmoins, nous savons qu'il reste beaucoup à faire. Nous devons accélérer, c'est ma conviction. Nous ne sommes pas là pour dire que ces plans sont simplement le résultat d'un bilan. Ils sont le fruit d'une équipe qui, sur le plan politique et avec l'Administration, a porté ces transformations visibles et appréciées. Elles font de notre Ville un exemple pour beaucoup d'autres. Surtout, ce que disent ces plans, c'est que nous allons accélérer et changer de braquet, tant sur les questions relatives au climat qu'à l'urbanisme.

Le Plan Climat 2024-2030 représente une réponse résolue à l'urgence climatique. Il va nous permettre de respecter les Accords de Paris - ce qui est quand même la moindre des choses pour la ville dans laquelle ils ont été signés - d'atteindre la neutralité carbone d'ici à 2050, et d'agir pour protéger la population parisienne, notamment les classes moyennes, les familles et les plus vulnérables. Ce plan, avec près de 500 actions concrètes, est un projet d'envergure qui touche tous les aspects de notre vie collective et municipale. Nous devons répondre à ces crises, parce qu'il s'agit de plusieurs crises, de façon systémique. C'est le sens du triptyque de notre Plan Climat : plus vite, plus local, plus juste.

Paris sera plus fraîche grâce à davantage d'espaces verts partout dans la ville et à la baignabilité de la Seine dès l'été 2025, rendue possible grâce à deux décisions prises en deux temps. La première décision était de libérer les berges de Seine des voitures. Si nous avions gardé une autoroute urbaine à cet endroit, nous ne pouvions pas nous approcher de la Seine, et il n'était donc pas question de s'y baigner.

La seconde décision majeure que nous avons prise - et Pierre RABADAN a été un acteur essentiel de cette transformation - est que la Seine s'inscrive dans l'héritage des Jeux olympiques et paralympiques grâce à sa dépollution. Voilà ce que nous avons réussi à faire. Le bassin d'Austerlitz nous aide à retenir l'équivalent de 50 piscines olympiques en cas de fortes pluies. Il joue donc également un rôle essentiel dans la résilience face aux risques d'inondation.

Paris sera plus respirable. Dans la continuité de nos actions sur le boulevard périphérique et sur la zone à trafic limité, nous réduisons la pollution de l'air liée à la circulation automobile en faveur des vélos et des piétons. Dès 2001, nous avons fait de la diminution de la pollution de l'air une priorité absolue, car elle est insupportable. Elle agit de façon néfaste sur la santé, notamment des plus jeunes, des plus âgés et des publics fragiles. Nous avons posé cet objectif de diminution du trafic et de la pollution dès 2001. En 2014, je l'ai réaffirmé et nous l'avons amplifié avec des mesures radicales, j'en conviens.

Toutes les équipes de ma majorité en conviendront : l'eau tiède, cela ne marche pas. Ce sont des combats qui, par nature, amènent à opposer deux visions. C'est sain, en démocratie, d'avoir deux visions. La nôtre est radicalement déterminée par le fait qu'il faut diminuer la pollution atmosphérique. Ce n'est pas fini. Même si les cartes de l'APUR sur la baisse de la pollution depuis 2007 montrent à quel point, lorsque l'on agit, cela fonctionne. Nous réduisons la pollution, la mortalité et les maladies. C'est un fait.

En tant que Maire de Paris, en 2014, j'ai été amenée à prendre des arrêtés pour interdire aux enfants de jouer dans les cours d'école, car la pollution y était trop importante. Je me suis dit : "Ce n'est pas mon rôle de maire". Mon rôle de maire, ce n'est pas de signer des arrêtés pour empêcher les enfants de jouer dans les cours d'école. Si j'avais choisi le confort personnel et décidé de ne rien faire - les choses se passent ainsi parfois - je n'aurais pas été dans mon rôle de maire. J'en parle avec mes collègues. J'ai vu comment Sadiq KHAN, à Londres, qui a mené le même combat que nous, a été élu, réélu, puis réélu une troisième fois. Il vient d'entamer son troisième mandat, après avoir affronté une opposition d'une virulence inouïe, comme celle que j'ai pu connaître. À Paris et à Londres, nous sommes particulièrement engagés pour expliquer comment tenir face à cette adversité.

Ce qui est très intéressant, c'est que Sadiq KHAN est entré, à Londres, par le même sujet que le nôtre : les maladies respiratoires provoquées par la pollution. Il n'a pas lâché. Il a été élu, réélu et encore réélu. Comme quoi, lorsque l'on a des convictions, qu'on les porte, qu'on joue son rôle de maire, qu'on veille aux plus fragiles, aux familles et aux enfants, alors on est dans son rôle. Et, lorsque l'on agit, cela marche.

Paris est déjà plus respirable. C'est un constat fait par les millions de visiteurs cet été, mais elle le sera encore davantage. Dans la continuité de nos actions sur le boulevard périphérique et la zone à trafic limité, nous allons poursuivre la réduction de la pollution et de la circulation automobile, qui en sont la principale cause. Nous ouvrirons encore davantage d'espaces sécurisés pour les vélos et les piétons.

Paris sera aussi plus résiliente. Avec Dan LERT, nous visons 100 % d'énergies renouvelables. C'est un objectif ambitieux. Là non plus, pas d'eau tiède. Il n'y a pas d'autre choix : il faut accélérer. L'urgence est telle qu'on ne peut pas se dire : "Ah, ménageons les intérêts de ceux-ci, de ceux-là, mettons-nous bien avec tel ou tel média pour passer à travers les gouttes". Cela n'existe pas. Je ne connais pas un grand maire d'une grande ville, dans le monde, qui fasse de son mandat quelque chose qui passe entre les gouttes. Cela ne marche pas. Un maire assume, dit, avance, agit, s'explique et accepte le risque de remettre en cause son mandat. Dans le monde, tous les grands maires qui agissent ainsi sont élus, réélus, et parfois ré-réélus.

Paris sera plus résiliente. Nous visons 100 % d'énergies renouvelables en sortant du charbon, du fuel, puis de toutes les énergies fossiles, tout en réduisant les consommations d'eau du territoire parisien. Oui, nous voulons sortir - et nous sortirons - des énergies fossiles. Nous massifierons également la transformation environnementale des bâtiments publics et privés grâce aux programmes sur lesquels nous travaillons : "Eco-rénovons Paris+", avec Jacques BAUDRIER, ou encore la rénovation énergétique de toutes les crèches et des écoles parisiennes d'ici à 2050, cher Patrick BLOCHE.

Ces transformations nécessitent un cadre ambitieux pour nos politiques d'urbanisme. Cela s'inscrit dans le territoire, dans la manière dont nous le dessinons et dans les perspectives d'évolution que nous lui donnons. Notre

P.L.U. actuel date de 2006. J'ai souvenir, avec d'autres, de la discussion qui avait eu lieu à l'époque, même si, après, notre P.L.U. a connu bon nombre d'ajustements. Il devait se mettre en rapport complet avec les objectifs du Plan Climat, lequel est aligné sur ceux de l'Accord de Paris. Ce Plan d'urbanisme bioclimatique réussit ainsi l'exploit de redéfinir les règles d'urbanisme parisien pour les rendre plus durables, tout en restant fidèle à notre histoire et à notre patrimoine. Cela nous importe tant, que nous avons magnifié et pour lequel nous avons beaucoup investi. Cette vision s'est d'ailleurs vue et reconnue pendant les Jeux olympiques et paralympiques.

Ce Plan local d'urbanisme fixe des priorités ambitieuses et introduit de nouvelles dispositions. Grâce à ce plan, nous réduirons massivement notre empreinte carbone, avec une priorité donnée à la réhabilitation et à la transformation de l'existant. Depuis plusieurs années, nous avons déjà cette idée de construire sur la ville et de fabriquer à partir de l'existant. Désormais, cette idée trouve une traduction réglementaire grâce à ce Plan d'urbanisme bioclimatique, puisque le P.L.U. est une loi municipale.

Ce plan permettra également de préserver et de développer la nature dans la ville, cher Christophe NAJDOVSKI, en sanctuarisant des espaces verts protégés et en préservant les arbres remarquables. Ces derniers le sont déjà grâce à un service de l'arbre qui, depuis longtemps, a attribué une carte d'identité à chaque arbre parisien, notamment aux arbres remarquables. Toutefois, nous augmentons ici leur niveau de protection en les inscrivant dans cette loi, le Plan local d'urbanisme, et en ouvrant 300 hectares de nouveaux espaces verts au public.

Cette idée doit aussi s'accompagner de ce que nous avons appris, notamment pendant le Covid-19 et le confinement : la nature ne peut pas être enfermée dans des enclos dans la ville. Elle doit être accessible et en porosité avec les habitants, sinon, cela ne sert à rien. Le naturalisme est une notion très importante. La pensée naturaliste a permis de protéger nombre de grands espaces partout sur la planète. Il s'agit ici d'espaces où nous devons organiser et permettre la porosité, avec le passage du minéral au végétal, pour que les urbains puissent y accéder sans que la nature soit enfermée dans des enclos. Or, nous n'avons pas à protéger la nature contre les humains que nous sommes. Nous avons à organiser cette meilleure porosité entre la nature et les humains.

Nous l'avons vu pendant le Covid-19 et le confinement. Nous ne pouvions pas aller dans des espaces clos. Il nous était interdit d'aller dans les parcs et jardins. Nous avons alors connu l'aberration de cette période où les personnes étaient agglutinées. Je me souviens du jardin Elie Wiesel, dans le 3e arrondissement - square du Temple, autrement nommé -, où les familles étaient agglutinées avec les enfants devant les grilles et où nous n'avions pas le droit d'aller dans le jardin. Cette aberration doit nous faire réfléchir et nous amener à avoir une autre relation à la nature.

Nous adapterons Paris au réchauffement climatique, tout en conservant et en préservant son patrimoine. Nous savons le faire, comme le montrent les projets très consensuels - pourtant radicaux, disons-le - autour de Notre-Dame ou de la place de la Concorde, que j'ai pu conduire avec toutes les équipes ici.

En outre, il est essentiel de loger, à des prix abordables, ceux qui font vivre Paris. Je le rappelle : Paris n'est pas simplement une ville que l'on traverse très vite d'un point A à un point B en voiture. Paris est une ville dans laquelle on vit, on va à l'école, on fait ses courses, on se promène, et où vivent des gens très différents. Permettons à ces populations de vivre à Paris. Or, nous savons que le principal frein est lié au marché de l'immobilier, à l'augmentation des prix et à l'impact très destructeur des plateformes telles qu'Airbnb sur les logements dans notre ville.

Je remercie les parlementaires, notamment Rémi FÉRAUD, ici présent, qui portent ces questions avec détermination, notamment au Sénat. Nous espérons obtenir quelques victoires pour freiner cette prédation de logements qui devraient être sur le marché locatif. Ces logements, aujourd'hui extraits, ont une incidence directe sur les coûts de l'immobilier.

Hier, vous avez peut-être vu dans un journal, "L'Opinion", une information disant que l'encadrement des loyers serait fini à Paris. C'est une "fake news", et il n'en est rien. Le Conseil d'État n'a jamais annulé cette mesure. Comme beaucoup, j'ai été très surprise de voir cela écrit dans un journal sérieux. Pour agir sur le marché de l'immobilier, nous avons un outil : l'encadrement des loyers. Cet outil fonctionne et continuera de fonctionner. Nous allons demander au Gouvernement de le poursuivre, puisque l'expérimentation, qui nous concerne, comme Lille et quelques autres villes, prendra fin en 2026. Nous ferons tout pour que l'on puisse continuer à se loger à des prix abordables. Pour cela, nous avons mis en place des règles innovantes, comme une mixité fonctionnelle et le pastillage des immeubles. Le pastillage existait déjà, et nous l'avons largement utilisé dans le P.L.U. de 2006 et ses révisions. Nous continuerons donc à l'utiliser.

Nous allons aussi vers la mixité fonctionnelle, c'est-à-dire qu'un immeuble pourra avoir plusieurs fonctions. Le P.L.U. précédent ne le permettait pas. Désormais, nous le rendons possible, avec la possibilité d'intégrer, dans un même immeuble, des bureaux et du logement. D'ailleurs, intégrer des mixités fonctionnelles dans des immeubles d'habitation ou de bureaux qui seraient aujourd'hui exclusivement dédiés à cela est aussi un élément pour récupérer l'énergie. Certains crient à la catastrophe sur ce pastillage et nous accusent de menacer l'emploi, réclamant des dépastillages sans, pour autant, proposer d'alternatives à la question du logement abordable. Ce sont aussi les mêmes qui demandent plus de logements pour les soignants, les enseignants ou les policiers, tout en dénonçant, à juste titre, les difficultés de recrutement dues au manque de logements accessibles.

On peut soulever des problèmes, être dans la dénonciation sans jamais proposer de solution. Nous, nous identifions les problèmes et dénonçons là où il faut, quand telle ou telle autorité ne nous accompagne pas, tout en apportant des solutions. La différence, c'est que nous apportons des solutions. Vous me direz, c'est le rôle d'un maire. Un maire apporte des solutions, et je suis ouverte à ce que l'on vienne m'expliquer d'autres solutions.

Dans la discussion sur ce P.L.U. et dans l'enquête publique, qui a conclu à la validation de nos propositions de P.L.U., je n'ai pas vu de solutions alternatives. Pourtant, il y a eu des milliers de contributions. Alors, oui, nous assumons, parce qu'il y a des choses qu'il faut assumer. C'est politiquement et démocratiquement important d'assumer nos différences, de les respecter et de ne pas s'insulter. Penser différemment n'est pas un mal, c'est le propre d'une démocratie. Néanmoins,

nous assumons de défendre la mixité sociale - aujourd'hui, la mixité fonctionnelle - et de vouloir rééquilibrer, encore et toujours, l'Est et l'Ouest, Paris, ainsi que ce que l'on appelle encore sa banlieue. Cela inclut un encadrement renforcé des meublés de tourisme pour préserver l'avenir de notre ville. Barcelone, par exemple, est allée très loin sur ce sujet. Certaines villes nous inspirent.

Nous sommes fiers de nous battre pour les catégories populaires et les classes moyennes qui ont besoin de logements abordables. C'est ce que nous faisons. Souvent, d'ailleurs, ils nous le disent et nous en savent gré. Lorsque nous inaugurons ces logements sociaux, que ce soit à la caserne de Reuilly, à l'ancienne caserne des Minimes ou dans bien d'autres endroits, les personnes qui arrivent dans ces logements avec leurs enfants - puisque nous avons privilégié le logement familial - nous disent combien leur vie a changé grâce à cette politique en matière de logement.

Je suis fière que tous ces plans, que nous présentons aujourd'hui, soient le fruit de grandes concertations et d'un travail de co-construction engagé dès 2020 avec toutes les parties prenantes : les élus, les habitants, les entreprises, les associations, les experts, avec des concertations menées à l'échelle de Paris, jusqu'aux quartiers.

Le nouveau Plan Climat, pour la première fois, se décline en 17 volets locaux, co-conçus avec les mairies d'arrondissement pour répondre aux priorités locales. En effet, les arrondissements sont différents. Ce document est le fruit d'une large participation citoyenne depuis 2007, mobilisant les Parisiens, les associations, les entreprises, ainsi que, depuis 2020, l'Assemblée citoyenne et, encore avant, le Conseil des générations futures.

La concertation a également été centrale pour le Plan local d'urbanisme, avec 50.000 propositions de Parisiens, 50 réunions publiques, 180 ateliers, et une enquête indépendante qui a recueilli 14.000 contributions. C'est dire si le travail a été large et partagé à Paris. Depuis le vote de juin 2023, les avis des autorités publiques et environnementales ont été recueillis, suivis d'une enquête publique menée par une commission indépendante qui, elle aussi, a rendu un avis favorable, unanime. Ces avancées n'auraient pas été possibles sans tout l'engagement des personnes que j'ai saluées.

Je tiens aussi à remercier la Direction de l'Urbanisme, mais également la DTEC, que nous avons créée, chère Marie VILLETTE, et qui œuvre, depuis quatre ans, à l'aboutissement de ces plans. Avec sa directrice Pauline LAVAUD, la DTEC, qui œuvre sur l'aboutissement de ces plans, va aussi se doter d'outils d'évaluation plus nombreux - je vais peut-être encore me faire sanctionner, car je nomme trop de femmes. Nous l'avons fait, par exemple, avec le bulletin météo du périphérique, qui nous permet de voir ce qu'il s'y passe. Nous allons également le faire concernant la pollution de l'air à Paris en nous dotant de capteurs plus nombreux et installés sur tout le territoire.

Merci à l'APUR, avec Alexandre LABASSE et ses équipes, sans qui nous ne pourrions pas envisager, chaque jour, des politiques ambitieuses pour notre territoire ; merci à tous les maires d'arrondissement, majorité comme opposition, qui ont construit ces plans avec nous ; merci à la majorité municipale d'avoir porté ces débats de façon extrêmement constructive ; merci aux présidents des groupes de majorité, cher Rémi FÉRAUD, président du groupe Paris en commun, et à l'ensemble des élus du groupe, qui ont participé très activement ; merci à Fatoumata KONÉ et à son groupe ; merci à Raphaëlle PRIMET et à Ian BROSSAT, qui ont également contribué à ce travail collectif, sans oublier le président de la 5e Commission, Émile MEUNIER ; enfin, merci à tous les professionnels et aux associations pour leur immense travail.

Je suis convaincue qu'avec ces deux projets, Paris va pouvoir faire face aux défis du changement climatique et aux enjeux sociaux qui se posent à nous. Nous devons continuer d'agir avec courage, avec conviction, avec responsabilité et avec détermination. Nous devons aussi accepter, parfois, de prendre le risque de l'impopularité, de la controverse ou de la contradiction.

La meilleure récompense, c'est lorsque les citoyens viennent vous dire : "Finalement, on était contre, mais, franchement, vous avez eu raison de ne pas nous écouter". C'est souvent ce qu'ils nous disent. Il y a quelque chose de très fort avec cette population parisienne : une honnêteté intellectuelle qui fait que, même lorsqu'elles expriment leur opposition avec beaucoup de vigueur, ces personnes reconnaissent les réussites. C'est souvent le cas. Les témoignages que j'ai eus directement pendant les Jeux, après les Jeux, et partout où je me déplace, sont particulièrement importants. Certes, ce ne sont pas des personnes qui vont vociférer ou manifester, mais il est essentiel de savoir pourquoi et comment on travaille, et de le faire sérieusement. C'est ce qu'a fait cette équipe, et je veux la remercier. J'en suis très fière.

Partout dans le monde, les autres grandes villes nous prennent comme exemple. Si nous n'avions pas tenu sur ces objectifs climatiques et sur leur traduction dans des plans comme notre Plan local d'urbanisme, le constat aurait été que Paris, la ville de l'Accord de Paris, avait baissé les bras. Cela ne pouvait pas être Paris. Paris ne baisse jamais les bras. Paris ne met jamais un genou à terre. Paris est toujours engagée dans les grands défis humanistes - et c'est bien de cela qu'il s'agit - les grands défis humanistes du siècle, que porte aujourd'hui la planète.

La course contre-la-montre est lancée. Chaque jour compte pour limiter l'ampleur du dérèglement climatique et pour améliorer le quotidien des Parisiens. C'est pourquoi je vous invite, mes chers collègues, à discuter de ces deux projets avec l'ambition et la hauteur de vue qu'ils méritent. Pas besoin de petits calculs politiques. Dans tous les cas, personne ne survivra si nous ne faisons pas le "job" maintenant. Il faut donc faire le "job". Nous pouvons opposer des visions différentes, et je suis très respectueuse de cela. Toutefois, en démocratie, il y a des règles : une majorité et une opposition. Heureusement, des rapprochements peuvent se faire, et se font.

Cependant, il y a quelque chose qu'ici, nous n'accepterons jamais, c'est de faiblir face à cette urgence climatique et sociale. C'est la condition et le marqueur du mandat que nous ont donné les Parisiens, et c'est notre responsabilité. Derrière les sigles, les complexités et la technicité de ces plans, nous parlons avant tout de la vie quotidienne des Parisiens et de leur capacité à bien vivre, aujourd'hui et demain, dans notre ville. Paris s'adapte, Paris se transforme.

Alors, construisons ce Paris de demain grâce aux deux plans fondamentaux que nous avons élaborés, qui vont être discutés et, je l'espère, votés très largement aujourd'hui.